

Déclaration

Solidaires du peuple grec, pour de vraies solutions à la crise de l'euro

mercredi 19 mai 2010, par [Attac \(Europe\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2010).

Une nouvelle journée de grève générale se tiendra demain, jeudi 20 mai, en Grèce. Les salariés du public et du privé manifesteront contre le projet de réforme des retraites, mesure clé du plan d'aide internationale de 110 milliards d'euros accordé à la Grèce.

Partout en Europe, les plans d'austérité se succèdent et suivent la même logique : ce sont les salariés qui doivent payer les pots cassés d'une crise qui est avant tout celle de la finance dérégulée.

Attac France soutient la mobilisation des salariés grecs, qui font les frais de la spéculation des marchés financiers, ainsi que leur lutte contre une politique de rigueur à la fois injuste et inefficace.

Avec les groupes Attac d'Europe, Attac France appelle à une riposte du mouvement social à l'échelle européenne pour de vraies solutions à la crise de l'euro, et plus que jamais clame haut et fort : « Nous sommes tous des travailleurs grecs. »

Les Attac en Europe sont solidaires du peuple grec et demandent de vraies solutions à la crise de l'euro

Ensemble pour des solutions démocratiques au service du peuple. Faisons payer la finance.

Plusieurs ATTAC à travers l'Europe saluent et soutiennent la résistance légitime du peuple de Grèce et des autres pays d'Europe méridionale pour ne pas payer la crise provoquée par le système capitaliste et dénoncent les fausses solutions avancées par les gouvernements de l'UE face à la crise de l'euro.

En Grèce et dans d'autres pays européens, les gouvernements cherchent à faire payer la crise par les peuples. La Commission européenne, les États membres et le FMI - comme pour la Grèce et d'autres pays de l'UE - tentent d'utiliser la crise pour imposer des plans d'austérité sévères qui comprennent l'abaissement des salaires des employés du secteur public, la réduction ou le gel des pensions, le fin des conventions collectives, des coupes drastiques dans les dépenses publiques, etc. À travers ces plans, c'est ce qu'il reste du modèle social européen que l'on veut liquider. Les inégalités sont pourtant en augmentation dans toute l'Europe, le Portugal et la Grèce connaissant déjà avant ces plans les plus hauts niveaux d'inégalités dans la zone euro.

Le plan de « sauvetage de l'euro » adopté le 11 mai par les États membres refuse de s'attaquer aux

raisons fondamentales de la crise de l'euro. De ce fait, il repousse les problèmes dans le temps sans les résoudre.

Un ajustement injuste et inefficace pour la Grèce

Après avoir été sauvés par l'argent des contribuables, provoquant ainsi des déficits publics sans précédent, les marchés financiers s'attaquent aux États en spéculant sur l'euro. Hors de tout contrôle démocratique, ils exigent que la facture de leurs errements soit payée par les citoyens à travers des coupes sévères dans les budgets sociaux. La situation grecque montre encore une fois l'urgence d'une régulation radicale des marchés financiers.

Avant même la crise financière, les réductions d'impôts et de cotisations favorables aux entreprises et aux privilégiés avaient creusé les déficits publics. En outre, les dysfonctionnements de la zone euro, qui a mis en place une monnaie unique sans politiques économiques et fiscales communes, ont provoqué d'importants déséquilibres commerciaux entre pays européens. Car la stratégie d'exportation de l'Allemagne et des autres pays excédentaires s'est appuyée sur un vaste dumping social et fiscal.

La politique d'austérité radicale exigée par l'UE et le FMI n'est qu'une solution dans l'intérêt des riches et des acteurs financiers. La grande majorité du peuple grec n'est pas privilégiée, les salaires et les droits sociaux sont bien en deçà de la moyenne européenne. La Grèce n'a pas besoin de salaires plus faibles mais, bien au contraire, plus élevés. La Grèce n'a pas besoin de moins mais de plus d'État social.

Les gouvernements de l'Union européenne projettent de généraliser ces plans d'austérité dans tous les pays. Cela a déjà commencé au Portugal et en Espagne. Ces plans ne feront qu'accentuer les inégalités sociales et la crise actuelle, en détériorant encore plus la situation économique de la Grèce et de l'ensemble de l'Union.

Un « plan de sauvetage de l'euro » qui va aggraver la situation

La Commission européenne va s'endetter sur les marchés financiers pour pouvoir prêter à la Grèce et à d'autres pays en difficulté. Dans un premier temps, un « fonds de stabilisation » de 60 milliards d'euros sera ainsi levé auprès des banques et des fonds spéculatifs. Ensuite, 440 milliards d'euros pourraient être garantis par les États de la zone euro.

Ce nouveau plan de sauvetage ne résout aucun des problèmes de fond posés depuis quinze ans par l'euro et aggravés par la crise financière. Il n'organise pas la réduction coordonnée des déséquilibres commerciaux en Europe, et notamment des excédents de l'Allemagne. Il ne prévoit pas la mise en place d'une fiscalité et d'un budget européens, seuls outils crédibles de solidarité. Il cherche à résoudre une crise de la dette par un recours accru à la dette, et maintient ainsi la dépendance des États vis-à-vis des marchés financiers, qui seront les premiers bénéficiaires des nouveaux emprunts européens. Au final, il risque d'enfoncer l'Europe dans une période de déflation et de stagnation sans précédent.

Les gouvernements européens continuent de présenter la spéculation comme une « catastrophe naturelle » à laquelle on ne peut répondre qu'en offrant en sacrifice des centaines de milliards d'euros, pris évidemment sur les dépenses sociales et les services publics. Mais les spéculateurs sont des acteurs humains, non des volcans en éruption, et les catastrophes qu'ils provoquent ne sont possibles que parce qu'on les laisse faire. Or les gouvernements européens se refusent à décider et à mettre en œuvre des règles au niveau de l'UE pour mettre fin à ces catastrophes

Nous demandons :

1. La mise en place d'un vaste plan de solidarité avec la Grèce, avec des conditions qui lui permettent de sortir de la crise par le haut, sans détériorer les acquis sociaux ni augmenter les inégalités sociales, notamment en mettant à contribution les personnes qui ont profité de la crise et les revenus financiers.
2. La possibilité pour les pays de la zone euro d'emprunter auprès de la BCE au même taux que les banques et, plus largement, la mise sous contrôle démocratique et politique de la BCE, afin que la zone euro se dote d'une réelle politique monétaire solidaire.
3. Une régulation et un contrôle global des marchés financiers passant par la création d'une taxe sur les transactions financières, l'interdiction des CDS, le rétablissement des contrôles sur la circulation des capitaux, la mise en place de mesures pour empêcher l'évasion fiscale en Grèce et au niveau européen, l'interdiction des paradis fiscaux au sein de l'Europe et plus largement, la socialisation des banques « trop grosses pour faire faillite ».
4. Une réduction coordonnée des déséquilibres de la balance commerciale extérieure et une politique salariale coordonnée, incluant l'introduction de mécanismes coordonnés pour des salaires minimum en Europe, afin d'éviter le dumping social.
5. L'introduction de l'articulation des politiques économiques et sociales dans la zone euro et l'UE, y compris l'introduction d'un budget européen propre, ainsi que l'harmonisation fiscale et sociale vers le haut, dans le but de redéfinir la zone euro et de créer un espace de solidarité économique et sociale.
6. La mise hors-jeu du FMI et un refus clair des politiques d'austérité auxquelles il veut contraindre les pays qu'il « assiste »

Nous invitons la société civile dans l'UE à faire pression sur nos gouvernements respectifs pour promouvoir ces propositions. Nous devons tous ensemble faire en sorte que les arguments ou les propositions fondés sur des approches nationalistes ou racistes (comme les Grecs l'ont vécu jusqu'à la nausée) ou sur les égoïsmes nationaux soient rejetés. Nous avons besoin de promouvoir conjointement des solutions qui s'attaquent aux causes profondes et qui fassent payer la crise à ceux qui ont bénéficié de ce système.

Ces réponses proposées ici ne sont que des mesures d'urgence pour faire face aux conséquences immédiates de la crise et veiller à ce que ce ne soit pas la grande majorité du peuple grec ou la grande majorité de la population dans nos propres pays qui paient pour cette crise. À long terme, c'est l'ensemble du système financier qu'il faudra refonder sur de nouvelles bases.

Attac Allemagne, Attac Autriche, Attac Catalogne, Attac Espagne, Attac Flandres, Attac France, Attac Grèce, Attac Hongrie, Attac Italie, Attac Pologne, Attac Portugal, Attac Wallonie-Bruxelles

Contacts presse

Thomas Coutrot 06.24.56.79.32

Aurélie Trouvé 06.17.17.50.87